

Le mépris des intellectuels

Lise Noël

Volume 25, Number 3 (147), June 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30506ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Noël, L. (1983). Le mépris des intellectuels. *Liberté*, 25(3), 194–198.

LISE NOËL

LE MÉPRIS DES INTELLECTUELS

En France, on l'idéalise. Au Canada anglais, on l'ignore. Aux Etats-Unis, on s'en méfie. Au Québec, on méprise l'intellectuel.

Cela depuis longtemps, et malgré la révolution tranquille. Peut-être même un peu à cause d'elle. Car si elle a démocratisé l'éducation, la révolution tranquille a aussi fait de cette dernière un instrument d'émancipation économique: «Qui s'instruit s'enrichit», se plaisait-on à répéter dans les années 1960. Or, effet secondaire de la défaite sans doute, les activités économiques ont été successivement décriées ou exaltées dans l'histoire du Québec; toujours, cependant, la mentalité les a opposées à la culture, l'économie lui semblant offrir, selon les époques, l'inconvénient ou l'avantage de ressortir au réel. Réel à sublimer parce que confondu avec la matière, dans le premier cas, ou réel proposé comme mesure pragmatique de toute chose, dans le second.

Cette tendance à penser par catégories mutuellement exclusives revêt un caractère systématique et sous-tend, par exemple, toute la problématique constitutionnelle, les enjeux y étant présentés comme un choix à faire entre le rêve et la «dure» réalité, entre la culture (assimilée au rêve) et l'économie. Comme l'a bien vu Jean Larose, la victoire du NON au

référendum a d'abord été celle des porte-parole de la seconde sur ceux de la première; victoire du fédéral donc, jugé dépositaire de la richesse, sur le provincial, perçu comme champion de l'identité culturelle. Cette dynamique dualiste marque à ce point les esprits, que l'évidence même de l'impuissance des députés fédéraux à défendre les dossiers économiques, ou celle encore de l'impact désastreux de la crise sur un Québec pourtant demeuré sagement dans le giron canadien, n'arrive pas à l'altérer. Invoquant une finesse *normande* supposée (et d'ailleurs contraire à la fameuse émotivité *latine*) qui les retiendrait de mettre tous leurs œufs dans le même panier, les fédéralistes qui invitaient les Québécois à préférer deux gouvernements à un seul en mai 1980, avaient pourtant visé juste qui les sentaient bien incapables de choisir définitivement entre des ordres de juridiction perçus comme irréductibles.

Tous les projets de société, au Québec, obéissent à la même logique exclusiviste. Confrontés au défi tragique de l'appauvrissement collectif engendré par la crise, des ténors du PQ ont déjà remis en question les objectifs de la social-démocratie et proclamé la nécessité d'opter désormais pour l'économique au lieu du social. Qu'on puisse *en même temps* produire la richesse et la distribuer ne semble même pas leur venir à l'esprit...

Dans ce contexte, le réflexe anti-intellectuel ne peut que s'exacerber. Réflexe qui pousse un parti de professeurs et l'un des gouvernements les plus scolarisés d'Occident à déplorer la part qu'«accapare» l'éducation dans le budget de l'État, ou à discréditer les universitaires parce qu'ils ne «produiraient» pas assez. Ce faisant, le PQ ne prend d'ailleurs que la relève des syndicats d'enseignants qui ont réclamé pendant des années une réduction constante de l'écart de salaires entre leurs membres plus diplômés et ceux qui l'étaient moins. Il fut même longtemps de bon ton, dans les cégeps, de moquer les grades supérieurs «qui ne donnent pas de génie», et de prétendre

implicitement en acquérir, en abandonnant ses études de maîtrise ou de doctorat; la candidature au professorat de qui les avait au contraire terminées y était souvent écartée *a priori*, par des licenciés inquiets des effets nocifs sur la pédagogie d'une formation académique «trop poussée»!

Car le phénomène de l'anti-intellectualisme des intellectuels québécois ou des milieux qui devraient leur être naturellement proches, n'est pas le moindre paradoxe du rejet dont ils sont victimes. Les propos de Pierre Trudeau sur cette «maudite engeance» sont bien connus et André Belleau a déjà pu prendre des écrivains d'ici en flagrant délit de méfiance ou d'agressivité à leur endroit (*Liberté*, no 145).

Les artistes ne provoquent pas une réaction de refus aussi définitive, eux qui ont au moins pour rôle de divertir et dont l'univers est d'emblée reconnu comme étant celui de la fantaisie. Les intellectuels, par contre, n'appartiennent pas tant à un autre monde qu'ils ne sembleraient coupés de la réalité; aux yeux de leurs critiques, les préoccupations qui sont les leurs ressortissent davantage à l'irréel qu'à l'imaginaire.

En deçà même de l'hermétisme véritable, toute pensée le moins abstraitement abstraite est rejetée comme dépourvue de cette densité immédiate qui serait le propre de «la vie»; au mieux qualifiera-t-on d'«idéaliste» un projet social ou politique énoncé avec cette cohérence trop suspecte qui n'existerait que «sur papier». Solange Chaput-Rolland, qui proposait elle-même de croire en un «fédéralisme inexistant», ne voyait-elle pas dans la défaite des souverainistes au référendum l'échec spécifique de «nos intellectuels qui imaginent trop facilement que tous les citoyens doivent faire écho à leurs convictions»?

Et tandis que Jean Francœur leur reprochait leurs «pitoyables analyses» sur la crise économique, Marcel Adam faisait grief à «ces gens qui filtrent les mouches» d'encourager la désobéissance civile et, partant, la répression: «Chaque fois qu'il y a eu crise

sociale au Québec depuis vingt ans, chaque fois que la province a été menacée d'un désordre grave, le gouvernement n'a pratiquement jamais pu compter vraiment sur l'appui des intellectuels», ajoutait-il pour justifier la loi 111.

Pour une fois qu'on ne pouvait justement les dire acouquinés au PQ ou supposément sujets à la «tentation totalitaire»! Car on voudrait que les intellectuels (et les artistes en ce cas-ci) s'impliquent dans les débats et se ménagent du recul tout à la fois. Dilemme insoluble, avec complexe de culpabilité et sentiment d'échec à la clé, que reflètent ces propos typiques de Fernand Dansereau: «On a tous épousé les belles causes nationales, sociales, politiques. On était engagés, dans le feu de l'action, en même temps, je crois, qu'on cherchait des prétextes pour ne pas faire face à l'exigence d'être un artiste». Pas plus d'ailleurs que nos penseurs ne se seraient employés à être de «vrais» intellectuels, si l'on en croit, entre autres, Lysiane Gagnon.

De vrais intellectuels comme il y en a en France, par exemple. Car, malgré leurs chapelles et leurs travers d'«intellocrates», de l'ambiance que les intellectuels parisiens savent nourrir et des milieux choisis qu'ils aiment fréquenter, sortent parfois des œuvres remarquables dont s'émerveille Claude Bertrand... qui persifle leurs collègues québécois désireux de créer ici un climat analogue.

En général toutefois, les Québécois ont plutôt entretenu avec leurs intellectuels la même relation ambiguë que celle qu'ils avaient connue avec la France: relation de qui rejette l'autre avant d'être lui-même rejeté. Au cliché de l'excentrique précieux, voire efféminé, qui « parle en termes », a succédé celui du professeur « qui parle pour ne rien dire ».

L'assimilation de l'intellectuel à la culture française dans les esprits n'est donc pas accidentelle, car elle renvoie l'image en miroir du pragmatisme conçu comme l'apanage des Américains. Révélateur par excellence de nos structures mentales, le référendum

a encore reflété cette polarisation, les partisans du NON croyant préférer des Etats-Unis vainqueurs devant l'histoire à une France en déclin (qu'on se rappelle le *Stars and Stripes* flottant à côté du drapeau canadien à l'aréna de Verdun, le soir du 20 mai 1980...).

Déjà identifiés à une cause politique jugée perdue, les intellectuels québécois le sont de plus aux intérêts d'une génération dérisoirement qualifiée de «tranquille», puisque promue en bloc aux postes de commande d'une société taillée à sa mesure dans les années 1960. La crise catalyse maintenant l'hostilité latente à son endroit, qui, jusqu'à récemment, avait semblé épargner les intellectuels en même temps que les employés de l'Etat; longtemps jugés en dehors de la réalité, ceux-là donnent de surcroît l'impression néfaste d'échapper encore à ses effets.

Aussi la polarisation se durcit-elle dans la mentalité, entre la culture et l'économie. Polarisation fatale car génératrice de tensions qui, loin de se dénouer dans une dynamique d'intégration d'un réel multiple, entretiennent la coupure schizophrénique qui accule à de faux choix: entre l'Europe et l'Amérique, entre le gratuit et le nécessaire, entre le rêve et la réalité, entre l'être et l'avoir...

Posé en des termes aussi dualistes, ce dilemme existentiel ne pourra jamais se résoudre que dans la marginalisation fondamentale de l'intellectuel.